

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 46 (2023)

### Faits saillants

- ❖ Région : connexion de systèmes de paiements entre Singapour et ses voisins indonésien et malaisien
- ❖ Indonésie : nouvelle diminution de la dette extérieure au T3 2023
- ❖ Thaïlande : précisions sur la mesure de portefeuille électronique

#### LE CHIFFRE À RETENIR

## 31 Md\$

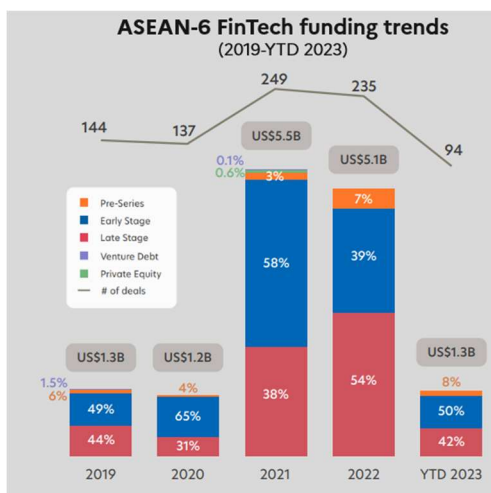
Excédent commercial de l'Indonésie sur les dix premiers mois, en recul de 14 Mds par rapport à 2022

### Région

#### Perspectives de croissance pour la Green FinTech, malgré une chute des investissements dans la FinTech

UOB, PwC Singapour et la Singapore FinTech Association ont publié cette semaine leur rapport « FinTech in ASEAN 2023 : Seeding the Green Transition ». Ce rapport met en évidence un intérêt croissant pour les technologies financières vertes (Green FinTech) malgré un contexte macroéconomique incertain en 2023. Singapour a maintenu sa position de leader dans l'ASEAN-6 (IN, MN, PH, SG, TH, VN) en matière de FinTech, en absorbant 747 M USD, soit 59% du financement total de la région, malgré une baisse de 65% par rapport à l'année précédente.

Les investissements mondiaux du secteur FinTech dans l'ASEAN ont chuté à 1,3 Md USD au cours des neuf premiers mois de 2023. A l'échelle régionale, la cité-Etat et l'Indonésie représentent plus de 86% du financement total, dominant ainsi les investissements dans le secteur. La Green FinTech et la finance verte ont suscité l'intérêt des investisseurs, en témoigne un financement de 169 M USD.



## Nouveaux systèmes de paiements entre Singapour et ses voisins indonésien et malaisien

Ravi Menon, le directeur général de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), a annoncé, lors du Singapore FinTech Festival (SFF), plusieurs initiatives visant à favoriser les paiements transfrontaliers dans la région. D'ici la fin de la semaine, la cité-Etat disposera en effet de liens de paiement instantanés entre son système PayNow et le système malaisien DuitNow. Singapour et l'Indonésie s'apprêtent également à introduire des paiements transfrontaliers par QR code. Cette évolution s'inscrit dans la lignée d'autres accords de paiement déjà conclus par Singapour avec la Thaïlande, l'Inde, et la Chine.

## Potentiel des CBDC dans la région souligné par le FMI lors du Singapore Fintech Festival

Cette semaine, le Singapore Fintech Festival (SFF), un événement majeur dans le domaine de la FinTech, a attiré des experts du secteur, des investisseurs et des représentants de gouvernements et de banques centrales du monde entier. Lors de ce forum, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a souligné le rôle que pourrait jouer les monnaies numériques des banques centrales (CBDC) dans la révolution des paiements transfrontaliers, qui sont encore aujourd'hui considérés comme lents et coûteux. Kristalina Georgieva a soutenu que les CBDC pourraient non seulement remplacer l'argent liquide, mais aussi favoriser l'inclusion financière, en particulier dans les régions où les services bancaires traditionnels sont moins accessibles. Pour ce faire, le FMI a présenté un nouveau manuel visant à accélérer l'adoption et le lancement des CBDC.

# Indonésie

## Recul de l'excédent commercial

L'excédent commercial sur les 10 premiers mois de l'année 2023 a reculé à 31,2 Mds USD, contre 45,4 Mds USD entre janvier et octobre 2022. En effet, les exportations en valeur ont diminué de 12,2% sur cette période, passant de 244,1 Mds USD à 214,4 Mds USD. Et les importations, de 7,8%, passant de 198,6 Mds USD à 183,2 mds USD. Premier partenaire commercial de l'Indonésie, la Chine représente 25,4% des exportations et 33,1% des importations indonésiennes (en valeur) sur cette période, les échanges bilatéraux atteignant 102,2 Mds USD - hors produits pétroliers et gaziers -. Cette tendance est relativement stable avec une diminution de 0,5% des exportations et de 8,0% des importations indonésiennes. Avec une part de marché bien inférieure avec seulement 6,9% des exportations et 7,7% des importations indonésiennes (en valeur), l'Union Européenne a, quant à elle, connu une forte modification de ses échanges sur la période considérée - hors produits pétroliers et gaziers -. En effet, avec la baisse des prix des produits de base, les exportations indonésiennes à destination de l'UE ont reculé de 23,1% et les importations ont progressé de 25,0%. Ainsi, si la balance commerciale indonésienne reste excédentaire pour le 42ème mois consécutif, le pays voit ses termes de l'échange s'éroder, ce qui pèse sur la croissance qui repose à plus de 40% sur le commerce extérieur.

## Diminution de la dette extérieure au T3 2023

La dette extérieure de l'Indonésie continue de diminuer progressivement : elle atteint ainsi 393,7 Mds USD au T3, contre 396,5 Md USD au T2 et 403,2 Mds USD au T1 2023. Ce recul s'explique principalement par celui de la dette extérieure de l'Etat, alors que la dette extérieure du secteur privé a enregistré une légère progression. À la fin du troisième trimestre de 2023, la dette extérieure de l'Etat était de 188,3 Md USD, contre 192,5 Md USD au deuxième trimestre de 2023. Celle du secteur privé (qui inclut la dette des entreprises publiques) était de 196,0 Md USD à la fin du deuxième trimestre 2023, contre 194,4 Md USD au dernier trimestre. Le ratio de la dette extérieure sur le PIB est de 28,9% au cours de la période considérée, contre 29,3% un trimestre plus tôt.

## Malaisie

### Confirmation d'une amélioration de la croissance à 3,3% au troisième trimestre

Les données publiées par le département des statistiques malaisien le 17 novembre confirment les premières estimations du 20 octobre, d'une croissance du PIB de 3,3% au T3 après 2,9% le trimestre précédent. Elle bénéficie du soutien d'une consommation privée qui augmente de 4,6% en g.a., apportant une contribution de 2,8 pt à la croissance du PIB, ainsi que de la hausse des investissements (+6,9%) tant privés que publics. L'excédent de la balance des biens et services s'érode quant à lui fortement, de 22,7%. D'un point de vue sectoriel, le principal contributeur est le secteur des services (59,1% du PIB), qui progressent en volume de 5,0% quand ceux des industries manufacturières (23,2%) et extractives (5,8%) enregistrent chacun un recul de 0,1%. Les autres secteurs sont en hausse de 7,2% pour la construction et 0,8% pour l'agriculture.

### Moratoire de deux ans pour l'industrie d'acier et fer

Le gouvernement a annoncé le moratoire de deux ans pour l'industrie d'acier et fer, mis en œuvre le 15 août dernier, ceci visait à permettre au gouvernement de revoir les problèmes confrontés par les acteurs de l'industrie locale. La suspension temporaire affectera tous les aspects des processus de licence de fabrication, y compris les nouvelles demandes, les transferts de licences, les extensions, les diversifications et la délivrance de certificats d'exemption. Toute nouvelle demande devra être évaluée en s'alignant sur les critères du Nouveau Plan Directeur Industriel (NIMP2030). Le moratoire permettrait de surmonter la surcapacité de l'industrie d'acier et fer et la même mesure a été mise en œuvre pour l'industrie papetière en 2022. Après l'annonce, les comptoirs d'acier au Bursa Malaysia ont connu une reprise des échanges boursiers. En 2022, l'industrie d'acier et fer a contribué 1,7 % du PIB tandis que les exportations étaient évaluées à 33,6 Md MYR (soit 2,2 % des exportations totales).

## Augmentation de plus de 20% des transactions sur le marché immobilier au T3 2023

Selon le Département de la Valorisation et Services Immobiliers, la valeur des transactions sur le marché immobilier est évaluée à 57,15 Md MYR au T3/2023 (soit une hausse de +22,6% en g.a.). L'augmentation est principalement soutenue par le sous-secteur résidentiel, évaluée à 28,36 Md MYR (62,9 % de la transaction totale), suivi par le sous-secteur agricole (7,69 Md MYR ; 18,5 %) et commercial (10,53 Md MYR ; 10,5 %). Les transactions immobilières ont augmenté de +3,7% avec la plupart des maisons étant à prix de 300 000 MYR ou moins (soit 52,4 % de la part totale). Selangor a enregistré le plus grand nombre de nouveaux lancements pour les résidentiels (soit 36,2% de la part total) tandis que Johor a enregistré le plus grand nombre d'unités invendues.

## Singapour

### Projet de création d'un fonds d'obligations d'Etat tokenisées en dollars singapouriens

SC Ventures, la division d'innovation et de capital-risque de la banque internationale Standard Chartered, a lancé une nouvelle unité blockchain baptisée « Libeara ». Cette initiative, qui vise à faciliter la tokenisation des instruments financiers traditionnels, s'inscrit dans la stratégie de la banque pour étendre sa présence sur le marché asiatique des actifs numériques. Libeara, en partenariat avec FundBridge Capital, travaille à la création du premier fonds d'obligations d'Etat tokenisées en dollars singapouriens pour les investisseurs professionnels, sous réserve d'approbation réglementaire. La plateforme devrait permettre l'émission directe d'unités de fonds tokenisées aux investisseurs, favorisant ainsi une plus grande efficacité et transparence. SC Ventures augmente également son implication dans l'espace des actifs numériques par le biais d'investissements dans les services de garde et d'échange de cryptos. Ce développement s'inscrit dans une tendance plus large au sein des institutions financières traditionnelles qui explorent de plus en plus les applications de la technologie blockchain.

### SC Capital Partners : construction de plusieurs centres de données au Japon

SC Capital Partners, une société privée de placements immobiliers institutionnels basée à Singapour, s'apprête à investir environ 660 M USD (100 Mds JPY) dans la construction de deux centres de données à Osaka, dont le premier devrait ouvrir ses portes en 2027. Ces centres, qui seront d'abord loués à des entreprises avant d'être vendus, ont une capacité de 50 mégawatts chacun, ce qui devrait permettre de soutenir des activités intensives de traitement de données. Ce développement reflète la demande croissante de capacités de traitement des données, stimulée par les progrès des technologies 5G et de l'IA, incitant de nombreuses entreprises à rechercher des sites de données de secours à Osaka. Opérant par le biais de sa filiale SC Zeus Data Centers, SC Capital, qui s'adresse au marché de l'Asie-Pacifique, a déjà reçu des engagements d'investissement de la part de l'Abu Dhabi Investment Authority, et anticipe un potentiel de croissance allant jusqu'à 2 Mds USD. La société étudie également d'autres projets de centres de données à Tokyo et Osaka, en réponse à l'escalade de la valeur de l'immobilier au Japon.



# Vietnam

## Interruption des émissions d'obligations par la Banque d'État du Vietnam

La SBV a cessé l'émission d'obligations après presque deux mois d'émission consécutifs dans un contexte où les taux d'intérêt interbancaires ont rebondi, passant de 0,14% au 21 septembre – date de reprise de l'émission d'obligations par la SBV – à 0,83% au 8 novembre. Par ailleurs, la décision de maintien des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine (Fed) lors de sa dernière réunion début novembre a fait chuter le dollar et a réduit la pression sur le taux de change entre le dollar et le dong. Le 9 novembre, le taux de change USD/VND était à 24 250 dongs par dollar, en baisse de 0,9% par rapport à la semaine précédente. Entre le 21 septembre et le 8 novembre, la SBV a émis des titres pour un montant cumulé d'environ 9,5 Mds USD.

## Approbation de la stratégie de développement de la State Capital Investment Corporation

Le vice-Premier ministre Le Minh Khai a approuvé la stratégie de développement de la SCIC jusqu'en 2030 avec une vision jusqu'en 2035 et son programme d'activité et d'investissement jusqu'en 2025. Cette stratégie vise à transformer la SCIC, équivalent de l'Agence française des participations de l'État, en une organisation d'investissement financier majeure au Vietnam. La SCIC se concentrera sur la réception, la privatisation et la vente des capitaux des entreprises d'État, tout en soutenant leur restructuration pour améliorer leur efficacité. La SCIC investira dans des secteurs clés, notamment les secteurs de hautes technologies, l'économie numérique, l'énergie, la ville intelligente, la santé, les finances, l'agriculture à haute technologie et des projets importants (aéroportuaires, autoroutiers, de chemin de fer).

## Augmentation de 4,5% du prix de l'électricité

Le 9 novembre, le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a annoncé l'augmentation de 4,5% (2000 VND/kWh soit 0,82 USD/kWh) du prix de vente au détail de l'électricité (TVA non incluse) à effet immédiat. D'ici fin 2023, cette hausse des prix rapportera au groupe EVN, très endetté (dette de 2,26 Mds USD courant de début de 2022 à fin d'août 2023), un supplément de plus de 3 200 Mds VND (131,5 M USD). Cette hausse correspond à la hausse maximale à laquelle EVN pouvait procéder sans autorisation du ministère MoIT (entre 5 et 10%) ou du Premier ministre (si supérieure à 10%) mais demeure insuffisante pour redresser les finances du groupe, qui devrait perdre 1,8 Md USD en 2023 et entre 1,6 à 1,7 Md USD en 2024. La hausse, en année pleine, ne couvre donc que la moitié des pertes au grand maximum. Il s'agit de la seconde augmentation cette année, après l'ajustement à la hausse de 3% survenue en mai dernier. Par ailleurs, le 5 novembre 2023, le ministère de la Sécurité publique a arrêté et mis en examen M. Nguyen Danh Son, directeur de la Electricity Power Trading Company, filiale d'EVN, et cinq autres cadres du MoIT et d'EVN pour abus de position et de pouvoirs dans l'exercice de ses fonctions officielles. Les violations porteraient sur des autorisations et certifications d'acceptation de mise en service commercial (COD) de projets solaires.

## Report de l'assemblée générale des actionnaires de Vietnam Airlines pour la quatrième fois

Arguant d'une préparation « incomplète », la compagnie nationale publique vietnamienne, Vietnam Airlines, a repoussé pour la quatrième fois en 2023 son assemblée générale initialement prévue pour le 22 novembre 2023. D'après la Loi sur les entreprises, une assemblée générale doit se tenir dans les quatre mois précédant la fin de l'année fiscale. Cotée à la bourse de Ho Chi Minh-ville, Vietnam Airlines est menacée de sortie de la cotation en cas de déficit sur son résultat consolidé pour l'année 2022. Des rapports indépendants font état d'une perte cumulée de 1,35 Md USD en 2022. En 2023, toutefois, les revenus de l'entreprise ont augmenté de 32% pour atteindre 2,8 Mds USD ; et les pertes brutes étaient estimées à 135,8 M USD, soit moins de la moitié des pertes de 2022 (312,7 M USD VND). Des rumeurs circulent selon lesquelles les employés du groupe ne se verraient verser qu'une partie du salaire leur étant dû.

## Thaïlande

### Investissements attendus par les géants du web américains

Lors du sommet de l'APEC à San Francisco, le Premier Ministre a rencontré les cadres dirigeants des trois géants américains des nouvelles technologies, Google, Microsoft et Amazon, qui prévoient d'investir environ 300 Mds THB (8,5 Mds USD) en Thaïlande dans des centres de données (Google et Microsoft) et dans l'infrastructure informatique en nuage (Amazon). Google et le gouvernement thaïlandais ont par ailleurs annoncé entrer en collaboration stratégique afin d'améliorer la compétitivité numérique de la Thaïlande et y accélérer l'innovation en matière d'intelligence artificielle. Cette ambition repose sur 4 piliers : les investissements dans les infrastructures numériques (création d'un nouveau centre de données) ; accélérer l'adoption par le secteur public des technologies d'intelligence artificielle (collaboration prévue avec le ministère de l'économie numérique pour explorer l'usage de l'IA dans les domaines des services d'administration en ligne, de la technologie financière, de la santé, de l'éducation et des transports) ; l'ancrage des politiques « cloud first » (soutenir le ministère dans la mise en place d'une stratégie "go cloud-first" pour la Thaïlande) ; rendre les compétences numériques plus accessibles aux thaïlandais (partenariat en cours avec le ministère et le « Board of Investment of Thailand »). Enfin, la venue du PM à San Francisco a aussi été l'occasion de promouvoir le projet du « Land Bridge » auprès d'investisseurs américains.

## Précisions sur le projet de portefeuille électronique

Alors que le projet de portefeuille électronique fait l'objet de nombreuses critiques et oppositions (de la part des économistes du secteur privé comme du milieu universitaire), le gouvernement tente actuellement de préciser la justification et les caractéristiques de cette mesure. Pour les nouvelles autorités, ce stimulus économique s'avère essentiel du fait de la « forme en K » de la reprise en Thaïlande depuis la fin de la pandémie, qui traduit une aggravation des inégalités économiques entre les classes aisées et les segments pauvres de la population (ce qu'illustre la hausse continue de la dette des ménages en pourcentage du PIB qui atteint 91% actuellement). Concernant l'éligibilité, celle-ci sera limitée aux citoyens âgés de 16 ans ou plus bénéficiant d'un revenu mensuel maximal de 70 000 THB (environ 2000 USD) ou dont la somme des dépôts bancaires ne dépasse pas 500 000 THB (14 200 USD), soit un total de 50 M de personnes (contre 56 M dans la version initiale sans limite de revenu). Sur un plan technique, le portefeuille fonctionnera via l'application « Pao Tang », déjà utilisée pour des injections d'espèces durant la crise sanitaire par le précédent gouvernement (application comportant une authentification de type KYC, auxquels ont déjà procédé 40 M de personnes). En termes de calendrier, le gouvernement prévoit de démarrer le programme en mai 2024. Valable 6 mois partir de sa première utilisation, le portefeuille devra être utilisé pour des achats de nourriture, de boissons ou de biens de consommation (avec néanmoins des achats communs possibles pour des biens d'équipement comme des machines agricoles), dans une limite géographique étendue aux limites du district d'origine du bénéficiaire (contre, précédemment, un seul rayon de 4 km autour de son logement). Tous les magasins seront par ailleurs éligibles, y compris ceux opérant en dehors du système fiscal, le programme visant néanmoins à inciter les acteurs de l'économie informelle à s'enregistrer auprès des autorités fiscales (via des mécanismes incitatifs comme la possibilité pour les seuls magasins enregistrés de déposer sur un compte bancaire les recettes des ventes liées au portefeuille). Enfin, le coût de cette mesure est estimé à 500 Mds THB (14 Mds USD) que le gouvernement ambitionne de financer au travers d'un prêt spécial dont la légalité est actuellement à l'étude par le Conseil d'Etat.

## Philippines

### Visite d'une délégation d'entreprises françaises du secteur de l'industrie sucrière

La semaine du 13 novembre, une délégation composée d'une dizaine d'entreprises françaises spécialisées dans la fourniture d'équipements et de services pour les industries sucrières s'est rendue aux Philippines pour rencontrer les acteurs clés de l'industrie sucrière philippine et les agences de régulation du secteur. Cette délégation a été organisée par Business France et la Chambre de Commerce et d'Industrie Française aux Philippines (CCIFP) dans le cadre de la Team France Export, et en partenariat avec le Consortium d'équipements et Techniques (CODETEC). Les Philippines sont le 11ème producteur mondial de canne à sucre, soit 26,3 millions de tonnes en 2021. L'industrie sucrière locale dispose encore d'une importante marge de progression. En 2021, le rendement moyen atteignait 62,5 tonnes par hectare aux Philippines, soit un niveau bien inférieur au rendement moyen dans les 10 plus grands producteurs mondiaux (77,9 tonnes par hectare).

## Entrée en vigueur de la révision du règlement d'exécution sur la création du fonds Maharlika

La révision du règlement d'exécution de la loi de création du Maharlika Investment Fund est entrée en vigueur le 10 novembre, moins d'un mois après la suspension de la mise en œuvre du règlement d'exécution initial par le président Marcos. La version amendée du texte laisse une plus grande marge de manœuvre au Conseil d'administration de Maharlika Investment Corporation pour déterminer la composition du comité d'audit du fonds, et les fonctions du comité de gestion des risques. Les conditions d'expérience professionnelle et de diplômes déterminant l'éligibilité aux fonctions d'administrateur et de PDG ont été retirées, et celles pour l'accès aux fonctions de directeur des investissements et des opérations ont été allégées. La révision accorde explicitement au président de la République le pouvoir d'accepter ou de rejeter les candidatures aux fonctions d'administrateurs et du PDG proposées par le comité consultatif (composé des ministres des Finances et du Budget et du directeur général du Trésor philippin), qui doit le cas échéant proposer une liste additionnelle de candidats.

## Rafael Consing Jr nommé PDG de l'entreprise publique Maharlika Investment Corporation

Le 13 novembre, le président Marcos a nommé Rafael Consing Jr à la tête de Maharlika Investment Corporation (MIC), l'entreprise publique en charge de la gestion et de la gouvernance du fonds d'investissement Maharlika (MIF) créé en juillet 2023. Rafael Consing Jr avait précédemment été nommé directeur général du Bureau du conseiller présidentiel pour l'investissement et les affaires économiques, après avoir occupé des fonctions de direction dans le secteur (HSBC, Bankers Trust Company, Aboitiz, Multinational Investment Bancorporation), notamment en tant que directeur financier de International Container Terminal Services (ICTSI) entre 2007 et 2023. Cette nomination a fait l'objet de critiques dans la presse et sur les réseaux sociaux liées à deux affaires pour fraude et usage de documents publics falsifiés - en 2003 et en 2013 - ayant impliqué Rafael Consing Jr et ayant débouché sur des non-lieux.

## Cambodge

### Soutien continu de la France pour la réforme budgétaire

L'Agence française de développement et le ministère de l'Economie et des Finances ont signé, le 10 novembre, un accord sur la mise en œuvre de la phase 3 du projet d'appui à la réforme budgétaire du Cambodge. Ce projet de soutien à la mise en œuvre de la stratégie de réforme budgétaire 2018-2025 est mis en œuvre par Expertise France (phase 1, 2019-2021 phase 2, 2021-2023). La phase 3 a commencé en septembre et devrait s'achever en 2025, avec le financement français 700 000 USD. Cette phase est destinée à fournir un appui technique à la direction générale du budget pour la rédaction des arrêtés et circulaires nécessaires à la mise en place effective des dispositions portées par la loi du 10 mars 2023 portant sur le système des finances publiques. Elle prévoit également un partage d'expériences sur le thème du budget vert et de l'émission d'obligations vertes en réponse à la demande du ministère de l'Economie et des Finances.



## Nouveau câble sous-marin à fibre optique en 2025

Le Cambodge disposera d'un nouveau câble sous-marin à fibre optique de près de 3 000 km reliant Sihanoukville à Hong-Kong en 2025. Un accord a été signé entre China Unicom, l'un des principaux exploitants chinois et le ministère cambodgien des Postes et des Télécommunications en octobre dernier. Le projet vise à augmenter l'accès à internet à haut débit du Cambodge. Le pays en attend des données moins chères et plus largement disponibles. Ce projet, à capitaux publics, sera financé par des prêts du gouvernement chinois... remboursés par les recettes tirées de la vente de l'accès à internet. Pour mémoire, la construction de ce câble sous-marin est annoncée pour coûter environ 170 M USD (ce qui ne semble pas totalement crédible). Ce faisant, le Cambodge renforcera sa dépendance vis-à-vis de la Chine, qui aura le contrôle d'une partie de son accès à internet. Actuellement, le pays est connecté à 2 câbles sous-marins en service (le Malaysia-Cambodia-Thailand et l'Asia-Africa-Europe-1).

## Potentiel pour développer le secteur de l'assurance

Les primes brutes dans le secteur de l'assurance ont atteint 87,3 M USD au cours des neuf premiers mois de cette année, en hausse de 2,6% par rapport à la même période de l'an dernier, selon le régulateur des assurances du Cambodge. L'assurance-vie est le segment le plus important avec 48,1 M USD (-2,4%), suivie de l'assurance générale 37,2 M USD (+8,7%) et de la micro-assurance 1,9 M USD (+28,3%). Les indemnités versées par toutes les compagnies d'assurance aux clients au cours de cette période s'élevaient à 17 M USD (+33,5%). Actuellement, le marché cambodgien de l'assurance représente un actif cumulé d'environ 1 Md USD (+9%). Le marché cambodgien de l'assurance est donc très peu développé, avec un coût de 20,5 USD/personne. Le régulateur s'est fixé d'atteindre un taux de prime d'assurance de 135 USD/habitant d'ici 2030, ce qui laissera encore de grandes marges de développement.

# Laos

## Bancariser les recettes du commerce extérieur

Dans le contexte de forte dépréciation de la monnaie et d'une inflation – largement importée du coup – élevée, les autorités cherchent à récupérer toutes les devises possibles. Celles liées au commerce extérieur en constituent une source importante. Différentes directives du ministère des Finances comme de la banque centrale ont été prises en ce sens. Désormais, les autorités souhaitent accélérer le déploiement de la LNSW (devenue NSWA+ avec l'intégration d'Asycuda, développée par la CNUCED, dans le système laotien) à tous les postes frontières d'ici la fin de l'année. Lourd travail, qui devrait permettre de mieux faire entrer dans le système bancaire les flux financiers liés au commerce extérieur, mais aussi de mieux les contrôler. Cela devrait également faciliter la vie des entreprises qui pourront réaliser toutes leurs opérations de commerce extérieur via une seule application en ligne : gain de temps, traçabilité, réduction des coûts et application uniforme des règles seront au rendez-vous. Certains flux, qui ne se traduisent par le passage de marchandises physiques aux frontières, resteront hors d'atteinte. Ce faisant, on se rapprocherait de ce qui existe en France avec le système Delta par exemple.

## Une base de données unique pour les entreprises

Le ministère de l'Industrie et du commerce, via son service National Enterprise Database (NED), ainsi que la Banque du Laos et le ministère des Finances souhaitent favoriser l'enregistrement des entreprises dans une base de données unique. Ce n'est pour l'heure pas le cas, de nombreux services procédant à des enregistrements à différents titres, sans coordination. L'objectif est d'avoir une bonne connaissance du tissu d'entreprises au Laos, locales comme étrangères. Cela permettra naturellement d'assurer des contrôles plus efficaces (respect des règles liés aux devises, au commerce extérieur, à la fiscalité...). Cet enregistrement unique devrait aussi permettre une simplification des démarches... même si cela doit encore être vérifié. Les autorités laotiennes en attendent aussi la capacité à mieux cibler leurs politiques économiques, notamment de financement de l'économie. La NED est donc attendue avec impatience et pourrait constituer une sorte de registre des entreprises et du commerce qui fait défaut au pays.

## Birmanie

### Baisse des investissements directs étrangers

Selon le DICA (Directorate of Investment & Company Administration), le montant des investissements directs étrangers (IDE) approuvés s'est élevé à 567,4 M USD pour 42 projets étrangers au cours des 7 premiers mois de l'année fiscale 2023-2024, soit une baisse de 61% par rapport à 2022-2023. Singapour est le premier investisseur étranger en Birmanie, avec 5 projets pour un montant de 337 M USD suivi par la Chine (27 projets pour 207 M USD). L'électricité constitue le premier secteur récipiendaire (374 M USD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr) ; [olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)